

C'est l'Etat d'Israël qu'il faut boycotter, et pas seulement ses colonies !

21.07.2011

Categories: BDS-Arguments



Les colonies juives de Cisjordanie ne sont pas viables sans aide gouvernementale. C'est la raison pour laquelle le boycott doit aussi prendre pour cible l'Etat israélien lui-même, écrit *Yousef Munayyer*.

La récente loi adoptée par la Knesset (parlement israélien) et que beaucoup de gens qualifient de loi « anti-BDS » [Boycott, Divestment and Sanctions], a soulevé un certain nombre de questions au sujet d'un « fascisme » montant en Israël. Ce vocabulaire n'est pas employé uniquement par les critiques du côté palestinien, lequel supporte depuis longtemps le fardeau des politiques anti-démocratiques israéliennes. A présent, beaucoup d'écrivains israéliens et juifs-américains ne peuvent plus ignorer cette tendance.

Si quelque chose de bon peut sortir de l'adoption de cette loi, ce sont deux choses : tout d'abord un nombre grandissant de personnes comprend à présent que le projet sioniste - l'imposition par la force d'une majorité ethnocentrique sur un territoire où la majorité faite des habitants d'origine est privée de droits - est originellement et fondamentalement antidémocratique. Ensuite, l'adoption de cette loi force le mouvement BDS à s'interroger sur le fond.

Tandis que toute discussion au sujet du BDS ne fera que renforcer ce mouvement, une tendance inquiétante s'est faite jour dans un certain nombre de commentaires sur le BDS en réponse au passage de la loi « anti-BDS ». C'est l'affirmation que le boycott des colonies ou de leurs productions est acceptable, tandis que boycotter l'Etat israélien ou les produits israéliens en-dehors de ceux des territoires occupés serait d'une manière ou d'une autre irrecevable.

Pour beaucoup, cet argument pourrait être avancé en fonction de considérations de stratégie politique et ne pas être basé sur des principes moraux ou sur une volonté de clarté. Il y a indubitablement une hésitation parmi ceux qui ont épousé la cause du BDS en tant que stratégie, pour étendre les activités BDS au-delà des produits issus des colonies en territoire palestinien sous occupation.

Cette attitude prévaut en particulier parmi les sionistes qui comprennent le danger que l'occupation représente pour Israël, mais qui ne veulent pas être vus comme ciblant Israël lui-même. La tendance BDS ne cesse pas pour autant de se renforcer, quel que soit l'élément du système d'occupation qui est visé. C'est clairement une menace pour Israël. Ce qui rend cette menace encore plus évidente est que l'Etat sioniste se sent suffisamment menacé pour tenter de la stopper par une loi répressive.

Bien que des approches variées élargissent le mouvement BDS, elles peuvent aussi amener de la confusion et s'avérer dangereuses. L'idée que les colonies sont des cibles BDS légitimes tandis que l'Etat israélien ne le serait pas, crée l'illusion que ces colonies existeraient dans une sorte de vide sans aide ni tacite ni délibérée de l'Etat israélien.

En fait, l'entreprise coloniale est une affaire d'Etat qui requière des efforts étatiques à plusieurs niveaux, dont des incitations d'ordre économique à travers les lois israéliennes pour soutenir le transfert de population juive dans les territoires palestiniens sous occupation, l'affectation de terres pour la défense et le développement des colonies, l'achat de terres, l'attribution de primes et autres mesures incitatives pour encourager l'investissement privé et le développement d'infrastructure dans le but de servir les implantations.

Les colonies comptent sur l'appui du gouvernement

Prenez par exemple la colonie d'Ariel. Ariel est située au cœur de la Cisjordanie. Il s'agit d'une grande colonie avec près de 20 000 habitants. Dans le processus de négociations, Ariel - comme Ma'ale Adumim, une monstruosité insérée en profondeur dans la Cisjordanie - a posé le plus grand défi pour un accord sur les frontières. Les Israéliens insistent sur le maintien de la colonie qui aurait pour effet de creuser un large fossé restant sous contrôle israélien dans la partie nord de la Cisjordanie.

La moitié de la population d'Ariel a émigré en Israël en provenance de l'ancienne Union soviétique et n'est arrivée que dans les deux dernières décennies. Pour faire face à l'afflux post-1990 des Juifs soviétiques (qui ont augmenté la population d'Israël de 12%), l'Etat israélien a mis en place des politiques d'absorption spécifiques qui comprennent un soutien pour les locations allant jusqu'à 10 000 dollars par famille pour la première année et des subventions hypothécaires de 50%. Avec cette arrivée massive en Israël, les prix de l'immobilier sont montés en flèche et les nouveaux immigrants ont trouvé des conditions de vie plus abordables en s'éloignant de la plaine côtière, où la métropole israélienne de Tel-Aviv a prospéré : dans les colonies illégales dans la Cisjordanie occupée.

La colonie d'Ariel, créée en 1978, a évolué d'un conseil local à une municipalité après que ces politiques de l'Etat aient permis une croissance massive de sa population. Afin de s'assurer que les colons puissent vivre dans une zone abordable financièrement pour eux tout en restant connectés à la région de Tel Aviv où la plupart d'entre eux travaillent, l'Etat a entrepris une expansion massive du réseau routier dans les années 1990 avec la construction de l'autoroute 5, également connue sous le nom de l'autoroute « Trans-Samarie ».

Sans surprise, aux élections de 2009 en Israël, Ariel a donné 45% de ses votes au Likoud et 30% à Israel Beitenou, le parti du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman. Les deux parties se consacrent au renforcement et au développement des colonies, et sont les principaux partis dans l'actuel gouvernement israélien d'ultra-droite.

Ainsi, alors il peut y avoir colons qui individuellement ou en petits groupes installent des tentes ou des remorques sur le sommet des collines palestiniennes en Cisjordanie, le transfert massif de population dans un territoire occupé ne peut pas se faire sans l'implication directe de l'État. Dire que les colonies sont des entités distinctes de l'Etat qui leur permet de prospérer, ce n'est pas seulement être mal informé et peu réaliste, mais c'est créer également l'illusion dangereuse que l'Etat est innocent et que le seul le mouvement des colons ne l'est pas. Les mouvements de colons ne parviendraient pas à défier avec une telle régularité le droit international ni à pérenniser l'occupation, sans le soutien actif de l'Etat.

C'est pourquoi BDS le ciblage de l'Etat israélien par le BDS est aussi justifié que le ciblage des colonies et de leurs produits. Il serait ridicule d'avoir fait valoir que le boycott des produits provenant des plantations de l'Amérique sudiste à l'époque de la guerre civile était légitime tandis que l'action contre le gouvernement confédéré ne l'était pas. Bien que l'esclavage et l'occupation sont deux choses très distinctes, elles sont toutes deux des systèmes supportés par l'État et qui violent les droits humains. Tant que nous ne prendrons pas en compte le fait que la pression doit être placée sur l'Etat d'Israël pour l'obliger à modifier son comportement, nous verrons très probablement la continuation de l'occupation et la colonisation.

Mais heureusement, chaque jour les peuples sont de plus en plus conscients de cette réalité. Ironiquement, c'est la marée montante du fascisme en Israël qui est le catalyseur derrière la plupart de ces discussions récentes et peu claires.

* *Yousef Munayyer* est un analyste, écrivain et militant politique basé à Washington, DC. Il est actuellement directeur exécutif du Jerusalem Fund for Education and Community Development